

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 81 (1993)

Heft: 12

Artikel: Elections : la place des femmes

Autor: Ley, Anne-Marie

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-280473>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Elections: la place des femmes

A Genève, la libérale Martine Brunschwig-Graf devient la onzième conseillère d'Etat. A Lausanne, la socialiste Yvette Jaggi s'est vue confirmée dans son poste de syndique. Elle est rejointe par la radicale Doris Cohen-Dumani.

Le 14 novembre 1993, une femme, enfin, a fait son entrée au gouvernement du canton de Genève. Avec l'accession de Martine Brunschwig-Graf, libérale, aux responsabilités d'un exécutif cantonal, le nombre des conseillères d'Etat passe ainsi à onze, dont trois dans des cantons romands. L'autre femme candidate, la socialiste Micheline Calmy-Rey, n'a en revanche pas obtenu l'investiture populaire. Ce même jour, Yvette Jaggi, syndique de Lausanne et socialiste, a été réélue à la Municipalité, en compagnie de Doris Cohen-Dumani, radicale.

D'autres femmes dans le reste du canton de Vaud ont réussi, parfois brillamment, leur entrée à l'exécutif de leur commune, à l'exemple des socialistes Rosine Fivaz et Christiane Layaz, à Yverdon. Emmanuelle Blaser, ex-radical et syndique de la Tour-de-Peilz, avait déjà été plébiscitée au premier tour le 31 octobre.

Reconnue à Genève

Genève, le canton d'origine d'Emilie Gourd, fondatrice de *Femmes suisses*, voit une femme accéder pour la première fois au Conseil d'Etat. D'origine fribourgeoise,



Martine Brunschwig-Graf.
(© Confédération Centre, Genève)



Doris Cohen-Dumani.
(© Actualités suisses, Lausanne)

Martine Brunschwig-Graf, économiste, a accompli à Genève une carrière politique fulgurante. Présidente à poigne (souriante) du Parti libéral genevois en 1987, elle est élue au Grand Conseil en 1989. C'est à la Société suisse pour le développement de l'économie qu'elle a eu l'occasion de faire valoir sa capacité de travail et son esprit de synthèse. Elle en est devenue la secrétaire romande l'année dernière.

Martine Brunschwig-Graf a obtenu le département de ses rêves, celui de l'Instruction publique. Plutôt réservée face aux revendications spécifiques des femmes, elle a pourtant fait campagne en faveur de Christiane Brunner pour le Conseil fédéral, mais au nom de la défense de l'intérêt général du canton de Genève.

Foncièrement féministe, députée au Grand Conseil depuis douze ans, ancienne présidente du Parti socialiste genevois, Micheline Calmy-Rey vient de céder son fauteuil de présidente du Grand Conseil. Première des viennent-ensuite dans la course à l'exécutif genevois, elle a été directement victime, avec son colistier Bernard Ziegler, chef, durant huit ans, du Département de justice et police, des profondes divisions de la gauche et de l'intransigeance de Christian Grobet, qui avait refusé de céder sa place après douze ans de pouvoir aux Travaux publics.

Elue tacitement à Lausanne

Yvette Jaggi adore l'exercice des responsabilités politiques. L'économie n'a aucun secret pour elle. Conseillère nationale, puis conseillère aux Etats, évincée en 1991 par le radical Jacques Martin, la syndique de Lausanne a commencé par diriger les finances de la Municipalité avant d'être élue pour la première fois il y a quatre ans à la syndication. Un poste que ne lui disputent pas les radicaux cette fois-ci. Sa priorité, c'est de redonner du dynamisme à la coopération interrégionale de l'agglomération lausannoise. Elle demeure une féministe convaincue.

Doris Cohen-Dumani a été élue à la Municipalité à la surprise générale, car tout le monde donnait Olivier Chevallaz et Francis Thévoz gagnants. Ancienne présidente de l'ADF de Lausanne de 1976 à 1980, elle est entrée au Conseil communal de Lausanne en 1977. Elle vient de renoncer à la présidence du Parti radical lausannois. Elle n'a jamais exercé d'activités professionnelles.

Anne-Marie Ley



Yvette Jaggi.
(© Actualités suisses, Lausanne)